

## **Lettre commune : pour l'interopérabilité des grandes plateformes en ligne**

Nous, défenseurs d'un Internet neutre, libre et ouvert, appelons le législateur à agir pour que les grandes plateformes deviennent interopérables avec les autres services Internet.

L'interopérabilité garantit à tout le monde de ne pas se trouver captif d'une plateforme : de pouvoir librement la quitter, sans perdre ses liens sociaux, et de continuer à communiquer avec ses contacts. L'interopérabilité permet à quiconque de lire depuis un service A les contenus diffusés par ses contacts sur un service B, et d'y répondre comme s'il y était. L'interopérabilité est garantie lorsqu'elle repose sur des standards ouverts.

Des services comme Facebook, Twitter et Youtube tiennent leur pouvoir du nombre élevé d'utilisateurs et d'utilisatrices qu'ils ont rendu captives : ce grand nombre incite d'autres personnes à rejoindre leur service, et leur captivité permet de leur imposer une surveillance constante à des fins publicitaires. Aujourd'hui, nombreux sont celles et ceux qui souhaiteraient y échapper mais sont contraints d'y rester sous peine de perdre le contact avec leurs relations.

Pourtant, en dehors de ces plateformes, des services interopérables réunissent déjà des millions de personnes (Mastodon, Diaspora, PeerTube...), notamment via le protocole d'interopérabilité ActivityPub publié par le W3C en 2018. Ces réseaux décentralisés, basés sur des logiciels libres, sont co-hébergés par une multitude d'acteurs distribuant largement les coûts entre eux, ce qui contribue à l'émergence de modèles économiques bien plus respectueux des libertés que celui de la publicité ciblée.

Migrer vers ces services permettrait aussi d'échapper à l'environnement toxique entretenu sur Facebook, Youtube ou Twitter. Ces géants favorisent la diffusion des contenus qui maintiennent au mieux notre attention, souvent les plus anxigènes ou caricaturaux. À l'opposé de la voie prise par les récentes lois de censure, il ne faut pas espérer que ces plateformes freinent la diffusion de propos haineux, trompeurs ou dangereux, car leur modèle économique, au contraire, renforce cette diffusion.

Il est urgent de permettre à toute personne d'échapper à la surveillance et à la toxicité de ces grandes plateformes en rejoignant des services libres, décentralisés et à taille humaine sans conséquences nocives sur ses liens sociaux. La loi doit imposer cette interopérabilité.

Premiers signataires :

42l - AFUL - Alsace Réseau Neutre - April - Aquilenet - Assodev-Marsnet - Bee Home - CECIL  
Creis-Terminal Devloprog - Domaine public - FACil - FDN - Framasoft - Franciliens.net - Globenet  
Hadoly - Hoga - Iloth - Illyse - La Quadrature du Net - La mère Zaclys - Labomedia - Landinux  
Ligue des Droits de l'Homme - LinuQ - Lorraine Data Network - Midway's Network - MiNET  
Mycélium - Nubo scr1-fs - Observatoire des Libertés et du Numérique - Parinux - PauLLA - Picasoft  
Projet Internet et Citoyenneté - Revlibre - Ritimo - Rhizome - Sud-Ouest.org - Stolon  
Syndicat ASSO-Solidaires - Syndicat des Avocats de France - T.A.C.T.I.C. asbl - Tetaneutral  
Yunohost